

témoignages
sur
les violences policières
du 5 mars 1998



commission d'enquête

ENQUETE SUR LES VIOLENCES POLICIERES INTERVENUES LORS DE LA MANIFESTATION DU 5 MARS 1998

SOMMAIRE

- 1 INTRODUCTION**
- 2 TÉMOIGNAGE DE LA DIRECTION DE MANIF**
- 3 TÉMOIGNAGE DU GROUPE D'OBSERVATEURS**
- 4 TÉMOIGNAGES**
- 5 REVUE DE PRESSE**
- 6 ANNEXES**

Cette brochure rend compte des divers éléments réunis sur les violences policières intervenues au cours et à la fin de la manifestation du 5 mars contre la venue de Le Pen à Toulouse. Les témoignages reproduits ici le sont dans leur intégralité, sans coupure, afin de respecter la parole de ceux qui les ont rédigés. Ils ont été seulement rendus anonymes. Chacun et chacune pourra au vu des différents éléments juger des événements qui se sont produits le 5 mars.

Il faut rappeler que cette manifestation, organisée par un collectif unitaire de plus de 80 associations, syndicats, partis, groupes et lieux culturels, a connu un succès sans précédent. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont en effet rassemblés place du Capitole et ont défilé jusqu'à la place du Fer à Cheval.

L'appel initial, et les différentes initiatives (plus de 130 000 tracts distribués, des milliers d'affiches collées, communiqués de presse, appels de citoyens, occupation de la salle la veille du meeting,...) ont permis de sensibiliser, d'informer et de créer une véritable "mobilisation antifasciste".

Cette manifestation à caractère festif et pacifique -mais déterminé-, malgré les assurances données par la Préfecture, a été volontairement chargée et coupée en deux, sous le prétexte d'une tentative de soulèvement des barrières par quelques manifestants.

Nous renvoyons à la lecture de la presse (d'avant la manifestation) qui montre clairement que le parcours de la manifestation, son objectif (marcher en direction du lieu du meeting de Le Pen), sa fin prévue (une fête sur la prairie des Filtres) étaient largement connus. Y compris de la Préfecture, rencontrée au préalable par la direction de la manifestation, comme l'indique son témoignage collectif.

Les témoignages recueillis sont de plusieurs ordres :

- témoignage collectif de la direction de manifestation, dont des membres ont participé à la rencontre avec la préfecture avant la manifestation,
- compte rendu rédigé par le groupe d'observateurs mis en place par le collectif unitaire d'organisation pour la manifestation,
- témoignages de manifestants ayant été victimes ou témoins de violences policières.

Ces témoignages ont permis de mettre en lumière certains faits particulièrement graves, attestant d'une attitude inadmissible de la Préfecture et de violences policières sans commune mesure avec la situation au sein de la manifestation. Ces faits sont les suivants :

Les événements de la place du Fer à Cheval.

Les premières charges, selon les témoignages recueillis, se sont produites en début de soirée, principalement de l'avenue de Muret en direction des allées Charles de Fitte. C'est là qu'ont eu lieu les premières violences graves. Cette intervention policière massive a attaqué une manifestation frontalement et l'a coupée en deux. Plusieurs personnes ont alors été blessées. Les témoignages attestent d'une absence de maîtrise (volontaire ?) par les forces de l'ordre de leur propre dispositif et d'une volonté de ne plus communiquer à partir d'un certain moment avec la direction de la manifestation.

Les événements des heures suivantes, et en particulier du cours Dillon, vers 23h 30
Plusieurs témoignages font état de violences policières graves quelques temps après cette première charge. A partir de 23h - 23h30 au Cours Dillon (à la hauteur du Château d'Eau) les forces de l'ordre ont procédé à des interpellations dans des conditions injustifiables : arrivée brutale sur les lieux, encerclement, matraquage de personnes en train d'écouter de la musique et de discuter tranquillement. Ces violences se sont poursuivies sur le Cours Dillon et en direction du centre ville.

La préfecture a même reconnu (implicitement) qu'il y avait bien eu alors "dérapage" (bavure ?) et qu'une "enquête administrative" était en cours.

Evidemment à ce jour nous n'avons aucune nouvelle des conclusions de cette enquête.

Le rôle des policiers en civils :

Plusieurs témoins (dont ceux de la commission d'enquête) font état de policiers en civil agissant comme des éléments totalement incontrôlés, avec une violence et un acharnement particuliers. Certains disposaient sur eux de matraques ou barres et en ont fait usage. Leur

intervention massive en fin de soirée, au Cours Dillon, ne peut être justifiée par le maintien de l'ordre, mais par une volonté délibérée de disperser et d'effrayer quelqu'en soient les moyens.

Il est devenu courant que des groupes de policiers en civil procèdent à des interpellations aux abords des manifestations (quand ils ne s'infiltreront pas en leur sein). Leurs méthodes d'intervention, leur volonté de provocation, leur autonomie apparente vis à vis des dispositifs de sécurité classiques, est un phénomène inquiétant qui doit être dénoncé en tant que tel. Il appelle, de la part des manifestants et organisateurs une attention et une vigilance toute particulière. Par ailleurs, la Préfecture reconnaît ne pas contrôler directement ces policiers en civil (Brigade Anti-Criminalité ?) et il arrive même (cf. témoignages) que des agents en tenue connaissant leurs pratiques violentes protègent des manifestants.

Les cas particuliers de personnes ayant subi des violences :

Des témoignages font état de cas graves de violences ayant entraîné des traumatismes et des suites médicales. Ils sont présentés dans cette brochure. Certaines personnes ont porté plainte pour violence.

Les interpellations et les inculpations de manifestants :

Plusieurs personnes ont été interpellées à la suite de la manifestation, certaines ont dû être hospitalisées. Plus d'une dizaine d'entre elles ont été présentées au juge et une inculpation leur a été signifiée. Un manifestant a été maintenu en détention pendant 2 mois.

Le collectif unitaire a demandé la relaxe immédiate de ces personnes et leur libération, ainsi que l'arrêt de toute poursuite, conformément au mandat collectif décidé avant la manifestation.

Un comité de soutien aux antifascistes inculpés s'est créé et est domicilié à Canal Sud (05 61 53 30 75).

Pour conclure, quelques questions et exigences, car c'est aujourd'hui le droit de manifester librement à Toulouse qui est en jeu :

- pourquoi une Préfecture, et en premier lieu un Préfet, peuvent-ils agir en toute impunité, sans devoir rendre de compte à aucun moment de leurs actes devant la population ?

- pourquoi communiquer des informations sur la nature du dispositif policier aux organisateurs, pour ensuite ne pas les respecter ? Cela ne procède-t-il pas d'une volonté politique de provoquer des incidents ? Dans quel but ?

- pourquoi accepter les pratiques de policiers en civil (incontrôlés ou incontrôlables) au sein et sur les abords d'une manifestation massive, citoyenne et pacifique ? De quelle logique du "maintien de l'ordre" cela procède-t-il ?

- nous exigeons la communication publique des conclusions de l'enquête administrative concernant les événements du Cours Dillon. Des sanctions doivent être appliquées

- En tant que représentant de l'état et garant de l'ordre public, la responsabilité du Préfet est engagée. Un véritable fonctionnement démocratique exigerait que la transparence soit faite sur ces événements et que des sanctions soient prises à tous les niveaux de la hiérarchie.

Nous demandons que toutes les personnes inculpées soient relaxées et que les poursuites soient abandonnées.

Si procès il doit y avoir, nous appellerons à la mobilisation et à la solidarité.

Pour tout contact :

Ras l'front - Avenir - BP 504 - 31011 Toulouse cedex 06
tel/fax : 05 61 16 60 08

F.S.U., 3 chemin du Pigeonnier, Bat C - 31100 Toulouse

Ce dossier sera transmis à la presse, au procureur de la république, à la préfecture, ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur, aux différentes associations, syndicats, partis. Le produit de sa vente servira pour la défense des personnes inculpées

2 - TÉMOIGNAGE DE LA DIRECTION DE MANIFESTATION

Les cinq membres de la direction de la manifestation contre la venue de Le pen le 5 mars à Toulouse, apportent le témoignage suivant sur le déroulement de la manifestation.

1. Rappel des engagements de la Préfecture, lors de la réunion du 27 février

Au cours de cette discussion, à laquelle participait le Directeur de cabinet, accompagné de responsable de la police, il était entendu que le dispositif policier serait le suivant : un “barriérage” immédiatement suivis de camions munis de grilles barrant l’entrée du pont St Michel, les forces de l’ordre se tenant hors de portée des projectiles derrière les camions. Il devait y avoir un contact physique ou téléphonique permanent et jamais rompu avec la direction de manif, jusqu’à la fin de celle ci (un numéro de portable avait été communiqué à la Préfecture). Il était convenu que la manif se terminerait par une fête sur le Cours Dillon.

2. Dispositif réellement mis en place par la Préfecture.

Il y avait un simple “barriérage”, barrant l’accès au pont St Michel, derrière se trouvait un double cordon de CRS, devant une rangée de camions, à portée du moindre projectile. Il n’y avait là aucun responsable susceptible d’engager un dialogue avec la direction de la manifestation.

3. Nos engagements lors de la réunion du 27 février à la Préfecture.

Le service d’ordre unitaire mis en place devait assurer la bonne circulation de la manifestation, et en aucun cas s’en prendre à des manifestants antifascistes.

4. Chronologie des faits.

a) Un contact nous a été présenté par l’un des trois responsables de la police rencontré lors de la réunion du 27 février, au départ de la manifestation du Capitole. Nous avons été en relation quasi permanente jusqu’au Pont Neuf. Lors de ce dernier contact, nous avons fait état de nos craintes quant au dispositif mis en place sur le pont St Michel. En effet, selon nos informations, celui-ci ne correspondait pas à ce qui avait été annoncé. Le responsable du dispositif joint par l’intermédiaire de notre contact (police) à l’aide de son talkie-walkie, nous confirmait encore que le “barriérage” était infranchissable, et que les CRS étaient hors de portée des projectiles éventuels. A partir de là, tout contact direct a cessé, faute d’interlocuteur représentant la police.

b) A l’arrivée de la manifestation sur la place du Fer à Cheval, vers 20h45, nous avons disposé le service d’ordre devant le “barriérage”, en permanence, au moins trois membres de la direction de manifestation étaient présents à cet endroit ; les autres faisant avancer le cortège sur le Cours Dillon.

c) Les CRS étaient placés à une quinzaine de mètres derrière le simple barriérage” ; au bout de dix minutes les premiers projectiles (canettes vides) ont été jetés par des manifestants : durant une demi-heure environ, pendant que les CRS se mettaient en position de combat, avançant de quelques mètres, matraque en main. Le service d’ordre et la direction de manifestation ont contenu la colère de certains manifestants. C’est à ce moment-là que quelques manifestants ont tenté de lever les barrières sans y parvenir. Le service d’ordre a commencé à reculer, quand les grenades lacrymogène ont été lancées par la police, vers 21h20.

La manifestation qui n’en était qu’à son premier tiers a reflué sur le Cours Dillon ; le cortège était coupé en deux, l’essentiel se trouvant allées Charles de Fitte et rue de la République. Pendant les quelques minutes de calme qui ont suivi cette première charge, n’étant pas contactés par la Préfecture et voyant déboucher de l’avenue de Muret plusieurs

dizaines de CRS en position de combat, nous avons pris l'initiative d'appeler le contact téléphonique qui nous avait été donné (17 puis Préfecture). Alors que nous étions en contact et qu'il ne se passait rien de particulier, vers 21h30, une charge importante et très violente, couverte par des tirs de grenades, est survenue. Les responsables de la manifestation présents sur la place, au début des allées Charles de Fitte, essayant de calmer les esprits, ont été agressés, verbalement et même physiquement.

d) Dès lors, nous avons tenté de reconstituer la manifestation coupée en deux, dont une partie s'écoulait vers le Cours Dillon, et l'autre partie restait bloquée au début des allées Charles de Fitte. Un camion muni d'une sono est revenu une première fois par le Cours Dillon jusqu'aux abords du Fer à Cheval, et une deuxième fois par les allées Charles de Fitte appeler à la dispersion de la manifestation. Ces manoeuvres étant rendues difficiles par des charges qui se poursuivaient alors que nous avions averti vers 21h45 la Préfecture de nos intentions, demandant un peu de calme, afin de nous permettre de mettre en oeuvre ces décisions.

e) La fête qui devait avoir lieu sur le Cours Dillon s'est achevée rapidement, car l'espace était envahi de gaz lacrymogène. Les forces de l'ordre ont continué un certain temps à lancer des grenades lacrymogènes sur des petits groupes massés aux abords du Fer à Cheval. Plusieurs personnes sont venues nous voir pour nous signaler des arrestations et des blessés, nous avons une nouvelle fois vers 23h tenté de joindre la Préfecture, pour connaître le nombre de blessés et de personnes interpellées. La Préfecture nous a raccroché au nez.

f) A partir de ce moment là, la direction de la manifestation a proposé à l'ensemble des personnes restant au Cours Dillon de partir en groupe jusqu'à Esquirol. Un certain nombre de personnes sont restées au cours Dillon, nous apprendrons plus tard qu'elles seront, sans raison aucune, brutalisées par les forces de l'ordre.

g) A Esquirol, alors que des interpellations musclées continuaient de nous être signalées, nous avons tenté à plusieurs reprises, mais en vain, une entrée en communication avec la Préfecture, selon la procédure qui nous avait été donnée. Nous avons quitté les lieux vers 0h30. Nous apprendrons le lendemain par la presse qu'il y avait des interpellations et un nombre non défini de blessés.

3 - TÉMOIGNAGE DU GROUPE D'OBSERVATEURS

Le collectif unitaire ayant appelé à la manifestation contre la venue de Jean Marie LE PEN le 5 mars 1998 à TOULOUSE avait décidé de demander à un groupe d'observateurs d'être attentifs au déroulement de la manifestation afin de témoigner de violences éventuelles d'où qu'elles viennent.

Ce groupe s'est réuni pour faire le bilan du déroulement de la manifestation le lundi 16 mars.

Il a procédé au recatement de ses diverses observations.

C'est ainsi qu'il a pu reconstituer les événements qui se sont produits au cours de la manifestation et lors de sa dispersion.

1) Le dispositif policier ne correspondait pas aux engagements pris par la Préfecture. Il avait été annoncé que les forces de Police ne seraient pas visibles depuis la Place du Fer à Cheval et que leur emplacement ne nuirait pas à l'avancée de la manifestation jusqu'au cours Dillon.

Au contraire, les CRS étaient visibles derrière les barrières, à portée des projectiles -telles cannettes de bière vides- qui n'ont pas manqué d'être lancés. De surcroît, elles (les forces de police, ndlr) étaient à quelques mètres de la manifestation, bloquant totalement l'avenue de Muret, au contact direct avec les manifestants.

2) Le premier mouvement des forces de police, avançant matraque à la main d'environ six mètres, a eu lieu sans sommation, alors même que le service d'ordre de la manifestation mettait tout en oeuvre pour l'aiguiller vers la rue Laganne et le cours Dillon.

C'est à ce moment là que quelques manifestants ont tenté de lever les barrières mais ils n'y sont pas parvenus.

Des grenades lacrymogènes ont été alors lancées.

La tête de la manifestation était largement engagée sur le cours Dillon.

La dispersion a été immédiate et le calme est revenu pendant plusieurs minutes.

Sur la Place du Fer à Cheval, quelques dizaines de manifestants continuaient à discuter.

Subitement, une charge massive de plusieurs dizaines de CRS venant de l'avenue de Muret a balayé, grenades à l'envie, a pris en chasse les manifestants sans défense, les frappant indistinctement.

D'après les témoignages recueillis, certains ont été gravement blessés.

3) C'est à ce moment-là que semble-t-il la décision est prise par les forces de Police d'affronter directement la fin de la manifestation qui continuait d'arriver: les charges succèdent aux charges, violentes, sauvages, face à des gens qui ne comprennent rien à la situation.

Plusieurs personnes sont arrêtées à ce moment-là.

4) Il avait été expressément convenu qu'une fête devait se dérouler sur la Prairie des Filtres et au cours Dillon, à l'issue de la manifestation.

Les manifestants se regroupaient et des groupes de musique animaient la soirée.
Les affrontements -très épisodiques- continuaient en haut du cours Dillon à quelques mètres de la place du Fer à Cheval.

A l'autre extrémité du cours Dillon, à hauteur du Château d'Eau, des camions de Police, après 23 heures 30, surgissaient brutalement et encerclaient les jeunes qui écoutaient la musique et les frappaient de façon violente sans aucune raison.

Ce que l'on doit bien appeler une ratonnade se poursuivait pendant une heure ou deux dans tout le centre ville, à l'encontre des jeunes qui devisaient tranquillement.

5) Sur le Pont Neuf, les observateurs ont noté la présence d'une dizaine de voitures banalisées, clôturant la manifestation, transportant chacune quatre ou cinq policiers, en civil, look manifestant. Divers témoignages attestent de ce que ces "policiers" ont participé vers 22 heures 30 et plus tard aux encerclement et aux violences.

L'un des observateurs peut témoigner avoir vu qu'un de ces personnages était porteur d'une matraque mal dissimulée dans son blouson.

J. GIRON, Médecin - Anne DAUGE, Avocat - Patrick MIGNARD, Universitaire - Agnès CASERO, Avocat - Jeff MIGNARD, Formateur - Marie Christine ETELIN, Avocat.

Nathalie L
31500 Toulouse

Jeudi 5 Mars 1998. Manifestation contre la venue de Le Pen. Fer à Cheval, Toulouse, 21 heures. Les C.R.S. sont postés derrière des barrières qui coupent le pont St Michel. Ils envoient des gaz lacrymogènes sur les manifestants. La situation géographique (le rond point du Fer à Cheval est situé en pleine montée vers le pont St Michel), et le va et vient des manifestants empêchent une bonne visibilité, et par conséquent, toute prudence et anticipation d'une charge des C.R.S., ainsi qu'une éventuelle stratégie de repli en cas de danger. Nous sommes surpris par une charge de C.R.S. que nous n'avions pas vu. Nous venions juste de prendre conscience de leur présence par un manifestant qui venait de nous mettre en alerte. Ces C.R.S. étaient postés visiblement à droite de l'entrée du pont St Michel (coté avenue de Muret). Ils rabattent dans leur charge des manifestants situés au Fer à Cheval, ne nous laissant comme possibilité de fuite que le Cours Dillon et le côté droit des allées Charles de Fitte.

Les manifestants sont donc pris en tenaille par une charge qui les accule les uns sur les autres dans leur fuite. Bousculades, chutes nombreuses.

Denis Pousse m'assiste dans ma fuite. Il tombe. Je me retourne. Je vois 4 C.R.S. sur lui, le frappant dans le dos avec leurs matraques. Il sembla que deux d'entre eux l'abandonnent pour d'autres « proies ». Un C.R.S. m'attrape par le bras. Je me dégage dans ma course. Je pense qu'il m'a lâché volontairement. Je conclus sans certitude que j'étais déjà trop loin : leur stratégie semble avoir été de prendre à revers des manifestants mais de ne pas les poursuivre plus loin que le rond point du Fer à Cheval.

Il s'ensuit pour moi et mes amis trois quart d'heure à 1 heure de quête d'informations sur ce qu'il est advenu de Denis.

Après avoir pu le joindre aux urgences de Rangueil, nous sommes à peu près rassurés sur son sort.

Nous restons entre amis, à 6 ou 7, au milieu des allées Charles de Fitte. Au niveau du Fer à Cheval, les affrontements continuent. Des manifestants vont et viennent sur les allées Charles de Fitte, coupées à la circulation par des barrières et des flics - dont la majorité en civil, sans aucun signe distinctif - au niveau du carrefour « allées Charles de Fitte - avenue Etienne Billières » (proximité du marché). Seules des voitures de location sont autorisées à circuler. A leur bord, des flics en civil (par déduction, car aucun signe distinctifs, là encore ne permet pas de les identifier). Ils sont armés.

Vers 22h30, faisant crisser leurs pneus, ils arrivent à plusieurs voitures, s'arrêtent brutalement, surgissent au dehors, matraques à la main, et courent les manifestants. Nous nous échappons par la rue de Cugnaux, puis par la rue de Varsovie. Bizzarement, un flic en uniforme nous indique la route la plus sûre.

Toute la soirée, nous avons vécu dans une atmosphère lourde où nous croisions des flics en civil, nombreux, partout présents, lesquels nous lançaient tantôt des regards observateurs, menaçant, semblant nous "repérer", tantôt nous parlant, parfois souriants.

Leurs attitudes paradoxales, leurs rôles indéfinis -protecteurs ou danger potentiel ?- faisait peser un climat particulièrement lourd. Nous avons regagné le bas des allées Charles de Fitte, au carrefour Saint Cyprien (près du marché), où les flics coupaient la circulation. plusieurs flics en civil semblaient attendre. Nous avons assisté à l'arrivée d'un jeune manifestant menotté.

Après 10 minutes de fouille et de vérification d'identité, il a été relâché.

Vers 23 heures, nous avons regagné le cours Dillon, lieu où "Ras l'front" avait appelé au repli des manifestants.

Nous arrivons au niveau du Pont Neuf, entre le château d'eau et la prairie des filtres. A l'endroit qui sert habituellement au terminus de certains bus de la SEMVAT. Là, un groupe de percussion "antillais", improvise quelques rythmes au milieu de quelques dizaines de jeunes rassemblés, qui dansent et discutent dans une ambiance bon enfant.

Aucun élément ne prouve qu'ils sont des manifestants, sinon leur nombre -peut être une cinquantaine- et leur proximité du lieu des affrontements. Leur attitude n'est pas agressive. Il n'y a pas de vandalisme. Un seul d'entre eux semble saoul. Il s'agit simplement de gens qui finissent leur soirée, en dansant, en parlant entre eux.

Entre la place Laganne et l'entrée de l'hôpital Lagrave, jusqu'à leur niveau, plusieurs flics en civil (encore une déduction), sont debout auprès de leurs voitures.

Nous restons quelques instants auprès des joyeux fêtards -atmosphère plutôt souriante- et décidons de partir.

A ce moment là, trois camions de police surgissent.

Arrivés au niveau de la joyeuse bande, ils pilent net, faisant crisser leurs pneus et dérapier leurs véhicules. Rien, ni feux, ni sirènes, ne les a signalés. Ces cars de police stoppés, les portes s'ouvrent brutalement. Je vois des C.R.S. accroupis au fond des véhicules, qui se jettent au dehors. Matraques au poing, ils assaillent les fêtards, frappent au hasard dans le tas. Je me mets à courir. Les deux amis avec qui je suis restée, Paul et Laurence, me rappellent au calme. Nous descendons place Laganne en marchant, constamment retournés pour assister, impuissants, à la ratonnade. Sur notre chemin, à 10 mètres des assaillants, des flics en civil, impassibles, regardent.

Les cars de police se sont déjà mis de travers, bloquant l'accès au Pont Neuf. Des grenades lacrymogènes sont envoyées par les C.R.S. sur le Pont Neuf, en direction des fuyards. Tout ce déploiement de force s'est mis en place en deux minutes. Nous sommes plusieurs - 20 ? 30 ?- témoins, tous aussi scandalisés devant une telle violence, totalement gratuite. Un témoin nous rapporte avoir entendu un C.R.S. frapper en criant "tu en veux de la démocratie ?". (A vérifier)

Nous sommes à présent à l'entrée de la rue de la République. En faisant une marche arrière, un car de police percute un panneau de signalisation qui tombe au sol. Un C.R.S. s'approche, le descelle tout à fait du sol et le jette par dessus le pont dans le jardin de l'Hôpital Lagrave.

Nous partons de ce quartier avec l'envie de partir de Toulouse, voire de la France, voire de la planète...

Gilles T.
31300 Toulouse

Objet : Description de la manifestation du 05 mars à Toulouse

Description : La manifestation avait pour but de protester contre le meeting organisé par le Front National à Toulouse. La marche des manifestants s'est déroulée, à ma connaissance, sans aucun problème, jusqu'à l'arrivée au "Fer à Cheval" à environ 21h30. J'étais alors situé en tête du cortège à quelques mètres du cordon de CRS situé à l'entrée du pont St Michel. La foule était calme et quelques manifestants se sont assis. Les forces de l'ordre ont alors envoyé une première salve de bombe lacrymogène et ont

chargé. Pris par surprise, les manifestants se sont dispersés. Quelques minutes plus tard, j'ai aperçu un médecin qui venait soigner un manifestant blessé par un CRS devant le restaurant situé au coin des allées J. Guesde (Sans doute Charles de Fitte NDF). Un deuxième groupe des forces de l'ordre s'est déployé, afin de condamner l'avenue de Muret. Les manifestants ont reculé. Quelques personnes ont avancé vers leurs positions.

Quelques minutes plus tard, les CRS ont lâché des bombes lacrymogènes et ont chargé. Les manifestants se sont dispersés. Les forces de l'ordre ont continué à charger malgré ce repli. De nombreux manifestants ont reçu des coups. Certains d'entre eux blessés par les pierres renvoyées par les CRS quelques minutes auparavant. Mon amie, courant moins vite que le reste des manifestants, se retrouve quelques mètres derrière moi. Un CRS tenta de lui donner un coup de matraque dans la clavicule. Je me suis alors interposé et reçu un coup de matraque dans le coude et un dans la hanche. Ignorant les ordres du supérieur, il a continué à me donner des coups dans la jambe et dans le ventre. Découvrant son isolation par rapport au reste de sa troupe, il s'est replié. Pendant ce temps, un homme se faisait matraquer. Il n'avait aucune arme et était totalement isolé du reste des manifestants.

Les gens ont reculé et dressés des barrages de protection sur l'avenue. Nous sommes restés en retrait pendant 40 minutes, puis nous sommes partis.

Signature.

René D.

Membre de la délégation du Collectif Unitaire reçue à la préfecture le 27 02 98 membre du service d'ordre unitaire
Toulouse

Toulouse, le 19 03 98

objet : témoignage sur les violences policières du 05 03 98

Vers 21h20, place du Fer à Cheval, une première charge de CRS et des lacrymogènes ont dégagé l'entrée du Pont St Michel.

Vers 21h30, alors que j'étais avec JP. F. et B. D. membres de la direction de manif, sur les bords du Fer à Cheval à l'entrée des Allées Ch. de Fitte, une seconde charge de CRS venu de l'av. de Muret a eu lieu.

Les manifestants refluaient en courant ; JP. F. et B. D. et moi même restant sur place avons incité les personnes à ralentir (dans une telle situation, il y a risque d'écrasement pour une personne tombée à terre). La foule est passée, les derniers manifestants courraient avec les CRS sur leurs talons.

J'ai levé les talky-walkys que j'avais en main et crié que j'étais organisateur de la manif. ; j'avais le brassard vert du S.O. unitaire.

Un manifestant, cheveux mi-longs et légèrement ondulés, vêtu d'un long manteau et ne portant ni foulard, ni cagoule courrait poursuivi par un CRS équipé d'un bouclier et d'une matraque. Le CRS a donné un coup dans le dos du manifestant qui est tombé, puis l'a maintenu face contre le sol. A ce moment là, un autre CRS muni d'un fusil est arrivé en courant par derrière et a donné un coup de crosse sur le crâne du manifestant déjà immobilisé ; puis passant devant la personne, a donné un second coup qui a été paré volontairement par le premier CRS.

Je me suis fait connaître en criant ; le second CRS s'est éloigné, le premier a lâché le manifestant.

Je me suis approché et penché sur le blessé qui saignait de la tête, au dessus de la tempe côté gauche. La personne, à quatre pattes et penchée vers le sol a vu le talky-walky, a eu peur que je ne sois un policier et a hurlé terrorisée : "Non ! Non ! Ne tapez plus !" Elle a

levé des yeux hagards vers moi. Je lui ai expliqué qui j'étais et l'ai calmé.

Devant l'immeuble où se trouve le café "les Comtes de Toulouse" des gens protestaient ; ceux qui étaient dans le café tapaient sur les vitres pour faire cesser les violences.

Un homme est sorti de la foule, puis une jeune femme, qui m'ont aidé à relever le blessé qui était sonné ; je le leur ai confié ; ils l'ont amené en direction du café.
Puis j'ai rejoint mes camarades de la direction de manif.

Signature

PS étant fonctionnaire je puis témoigné devant la justice.

Damien B.

Je, sous signé Damien B., déclare avoir participé à la manifestation "Toulouse dit non au F.Haine" du 5 mars dernier de 18h30 à 23h30.

Au cours de cette manifestation, j'ai été témoin de plusieurs actes de violence des forces de l'ordre sur des manifestants.

Une première fois, vers 22h15-22h30, des compagnies de CRS, alors stationnées à l'entrée du pont St Michel et interdisant son accès, ont chargé sur plusieurs flans les manifestants qui se trouvaient situés sur le rond point de la place du Fer à Cheval, à l'entrée des allées Charles de Fitte et du terrain de pétanque du Cours Dillon. Je me trouvais moi même sur les pelouses bordant le parking et le terrain de boule. Dans le mouvement de panique qui s'en suivit ; l'un des manifestants a trébuché sur le rebord du rond point et fut rattrapé par plusieurs "CRS" avant d'avoir pu se relever. Il fut immédiatement immobilisé au sol et frappé de nombreux coups de matraque, de crosses ainsi que de coups de pieds. A cet instant une contre charge des manifestants qui se trouvaient à l'embouchure des allées Charles de Fitte a fait reculer les CRS, mettant fin au passage à tabas et permis à ce manifestant de se dégager péniblement.

Environ trois quart d'heure plus tard, vers 23heures-23heures10, un autre manifestant fut immobilisé sur l'aire de pétanque du Cours et passé à son tour à tabas par quatre ou cinq CRS, lui aussi : coups de matraques et de pieds. Je me trouvais alors à moins de 25 mètres, j'ai vu avec précision que les coups se portaient sur les hanches, la cage thoracique et surtout la tête, alors que l'individu se trouvait au sol. Ce manifestant fut ensuite tiré rapidement, par les bras, vers l'arrière par deux CRS, visiblement sans connaissance. J'ai pu noter, de manière très distincte, avant qu'il ne disparaisse derrière les lignes de CRS, situées à quelques dizaines de mètres de là, que son bassin a heurté violemment le rebord de bois délimitant le parc de pétanque, sans que les CRS ne fassent quoi que ce soit pour éviter le choc et la blessure qui pouvait en résulter.

En ce qui concerne les jets de pierres durant les affrontements de la soirée, j'ai pu noter qu'à chaque charge, les CRS renvoyaient systématiquement les projectiles en direction des manifestants.

Vers 23heures 30 environ, alors que la concentration de gaz lacrymogène devenait intolérable, j'ai regagné le reste de la manifestation aux arrêts de bus du Cours Dillon avant de rentrer chez moi.

Toulouse le 21 mars 1998
Signature.

Michel B.
31250 Revel

Chronologie des faits relatifs à la manifestation du 5 mars 98

J'ai participé à cette manifestation de la place du Capitole (vers 19h) jusqu'au "Fer à Cheval".

Entre 21h et 21h30 le cortège stationnait sur le Rond Point du Fer à Cheval, le Pont St Michel étant barré par plusieurs rangées de grilles derrière lesquelles se trouvaient des CRS en un certain ordre assemblés. Quelques manifestants jetaient des projectiles à leur endroit, tant et si bien qu'ils tirèrent quelques grenades lacrymogènes.

J'étais allé sur le "front" afin de voir si ma fille de 16ans ne traînait pas par là. Après une accalmie, les CRS qui barraient le début de l'Avenue de Muret chargèrent. A cet instant, je me trouvais sur le gazon du rond point, je parlais tranquillement avec des jeunes étudiants des Beaux Arts qui me connaissaient pour être venu à une de mes expositions.

En un éclair, je vis plusieurs centaines de personnes qui se trouvaient au même endroit que moi, courir vers les allées Ch. de Fitte. Une trentaine d'hommes en arme arrivaient à grande vitesse. Je n'ai pas jugé bon de m'enfuir comme un étourneau effrayé devant ce qui ne représentait pas pour moi un grand danger, puisque j'étais loin des forces de l'ordre et je ne les provoquais pas et je ne pensais pas qu'ils frappent sur quelqu'un qui s'en allait à petits pas, les mains dans les poches, le dos tourné et je pensais que la police d'un pays d'une démocratie dite "avancée" était capable d'être nuancée, d'autant qu'elle était là pour maintenir éloignés les manifestants et non pour créer le désordre !

Je n'eus pas le temps de réagir et de presser le pas qu'un homme armé me frappait de sa matraque sur la tempe gauche, il était tellement excité que dans son élan il s'étala sur le macadam en m'entraînant dans sa chute. Le temps d'essayer de me relever et j'étais à nouveau plaqué au sol par une pluie de coups de pieds et de coups de matraques. Cela dura une quinzaine de secondes. Je pense qu'ils étaient trois à s'acharner sur moi, vociférant des mots inintelligibles déformés par le plexi du casque. Ils s'arrêtèrent enfin et l'un d'eux me fit dégager tout en allant récupérer son bouclier qu'il avait perdu dans sa chute.

Je marchais avec difficulté, ma main droite saignait abondamment. Je sentais sur mon flanc gauche de drôles de craquements dans les cotes. J'avais très mal aux cervicales et à la tête. Je me suis écroulé à l'angle de la rue des Teinturiers. Des jeunes m'ont secouru puis m'ont ramené chez moi. Le lendemain j'allais chez le médecin.

Fait à Revel le 7 mars 1998

signature

Marie-Laure J.

Après la manif du 05 mars Contre la Venue de Le Pen, tout le monde devait se retrouver à la Prairie des Filtres. J'étais au Cours Dillon avec quelques amis, au niveau du château d'eau. Au même endroit, il y avait environ une cinquantaine de personnes, autour de quelques jumbés, réunis pour danser et discuter. Vers 23h30, une dizaine de personnes vinrent nous avertir que des policiers étaient de l'autre côté du Cours Dillon, et qu'ils les avaient frappés alors qu'ils étaient en train de discuter. Tout le monde resta là pourtant : on ne voyait pas de policiers arriver, et puis que faisait-on de mal ?

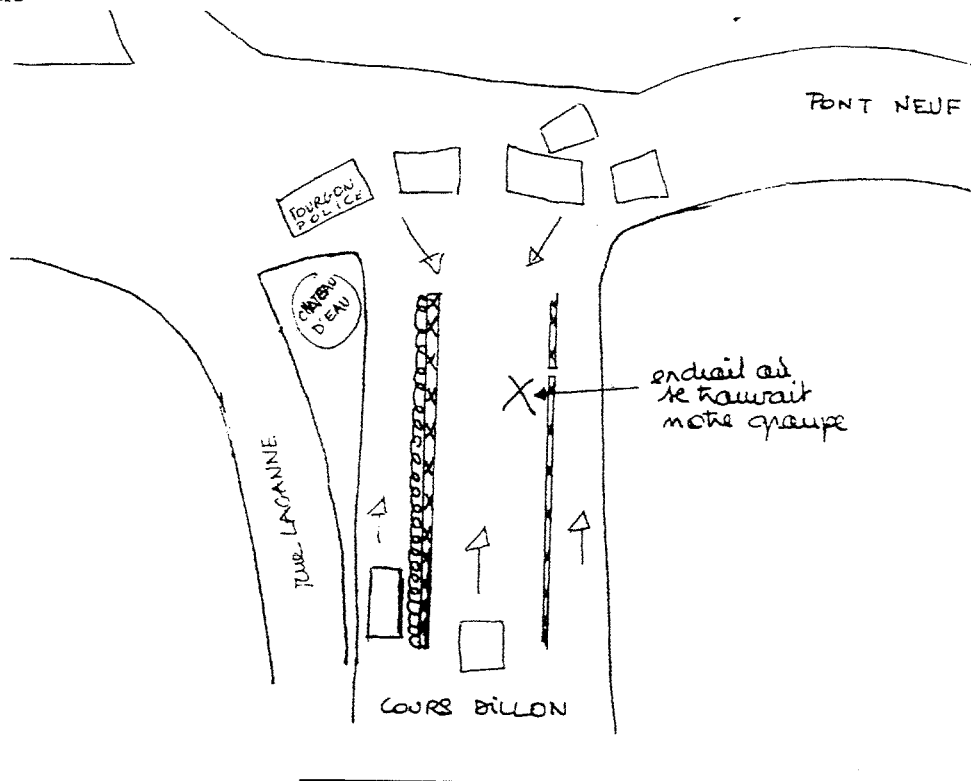
Dix minutes plus tard, des fourgons vinrent se poster au bout du Cours Dillon et du Pont Neuf, bloquant le passage. Des policiers, casqués et matraques aux mains, descendirent et se jetèrent en courant sur notre groupe. Au même moment, des policiers arrivaient de

l'autre côté du Cours Dillon, en courant. Les gens bloqués, pris de peur, sautaient du haut du Cours Dillon dans la rue Laganne. D'autres, essayant de passer au travers du barrage du Pont Neuf se faisaient frapper. J'ai réussi à passer, heureusement sans me faire frapper ou arrêter. Beaucoup n'ont pas eu ma chance. La charge des policiers a été rapide et violente, et surtout motivée par je ne sais quelle obscure raison : nous étions tous réunis là pour faire la fête, tout simplement.

Dix minutes plus tard, je suis repassée au même endroit pour tenter de retrouver mes amis. La police avait bloqué le Pont Neuf, à ses deux extrémités, en postant des fourgons, coupant ainsi la communication entre les deux rives. L'endroit avait été déserté par tous les gens réunis là dans des intentions pacifiques.

croquis

signature



Muriel A.
31100

Marie C.
31300
Toulouse le 09/03/98

Monsieur,

Suite à notre entretien téléphonique du 07/03/98, nous vous transcrivons les faits dont nous avons été témoins oculaires le 05/03/98 ; lors de la manifestation contre la venue de Jean-Marie Le Pen.

A 21h05, lors du premier assaut de la part des CRS, nous avons dû fuir vers les allées Charles de Fitte, à cause des gaz lacrymogènes.

Nous étions encore place du Fer à Cheval quand nous avons vu Monsieur P. tomber et alors qu'il était à terre quatre CRS l'ont violemment frappé, et notamment l'un d'entre eux sur la tête, avec la crosse du fusil lance lacrymogène.

Nous avons alors tenté de lui porter secours, mais l'un des quatre CRS nous a repoussées avec une grande violence à l'aide de sa matraque. Un monsieur s'est alors interposé et nous avons évité le pire.

Ainsi, nous avons pu recueillir Monsieur P. un peu plus tard, en état de choc, le visage

ensanglanté.

Nous l'avons abrité dans un appartement et les pompiers sont intervenus environ une demi-heure plus tard.

Monsieur P. avait déjà perdu connaissance.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.
Toulouse le 09/03/98

Signatures.

Michel B.
31250 Revel
(Dépêche)

Objet : la manifestation du 5 mars 98 à Toulouse

Pittbulls à deux pattes contre adolescents

La sauvagerie avec laquelle les forces de l'ordre a clôturé la manifestation du 5 mars ne peut se justifier. Le cortège composé pour les deux tiers de jeunes de moins de 25 ans, n'était pas là pour s'affronter à des hommes en armes mais pour tirer le signal d'alarme de l'idéologie que véhiculent les discours et l'image de l'habile tribun qu'est J.M. Le Pen.

On pourrait imaginer que de la part d'une démocratie dite "avancée", sa police serait pour le moins nuancée... Lors du premier assaut, je n'ai pas pris les jambes à mon cou car je pensais, naïvement, que deux personnes qui discutent tranquillement au bord du rond point fleuri du "Fer à Cheval" n'ont pas une apparence provocatrice, bien mal m'en a pris, puisqu'une tortue ninja fondit sur moi, me frappant à la tempe et m'entraînant avec elle à terre dans sa course et que deux autres lui succédèrent qui me rouèrent de coups, une vingtaine de secondes. Je pense avoir reçu une bonne cinquantaine de coups de matraques et de coups de pieds.

Résultat : deux côtes fracturées, la main droite ouverte et des traumatismes sur tout le corps.

Depuis, j'essaie de comprendre ce qui pousse le CRS à expulser cette sauvagerie. Il y a un dressage de plusieurs années ; comme un chien, le CRS obéit au doigt et à l'oeil, cela s'appelle le réflexe conditionné de Pavlov. Il y a chez eux aussi la peur du chômage et comme son nom l'indique, ils font partie des "Compagnies Républicaines de la Sécurité de l'emploi" et à leur manière ils manifestent pour garder leur emploi. Avant chaque sortie, une bonne mise en condition psychologique est de mise et je serais curieux de savoir en quels termes leurs chefs dépeignent les ennemis que nous sommes, après quoi quelques traditionnelles doses d'alcool sont de rigueur, d'où l'extrême nervosité de leur comportement.

Mais tout ceci ne justifie pas que des hommes, dont certains pères de famille, matraquent sans distinction, personnes âgées et jeunes de moins de 16 ans. On imagine jusqu'où ces chiens de l'Etat pourraient porter leur fidélité dans les dérivés d'un gouvernement fasciste...

Quant-aux blessés côté police : comment peuvent-ils se blesser avec leur harnachement?

A trois mois du trentième anniversaire de Mai 68, on peut dire que dans la police, seule la matraque a évolué : elle fait moins de dégâts mais elle est plus maniable.

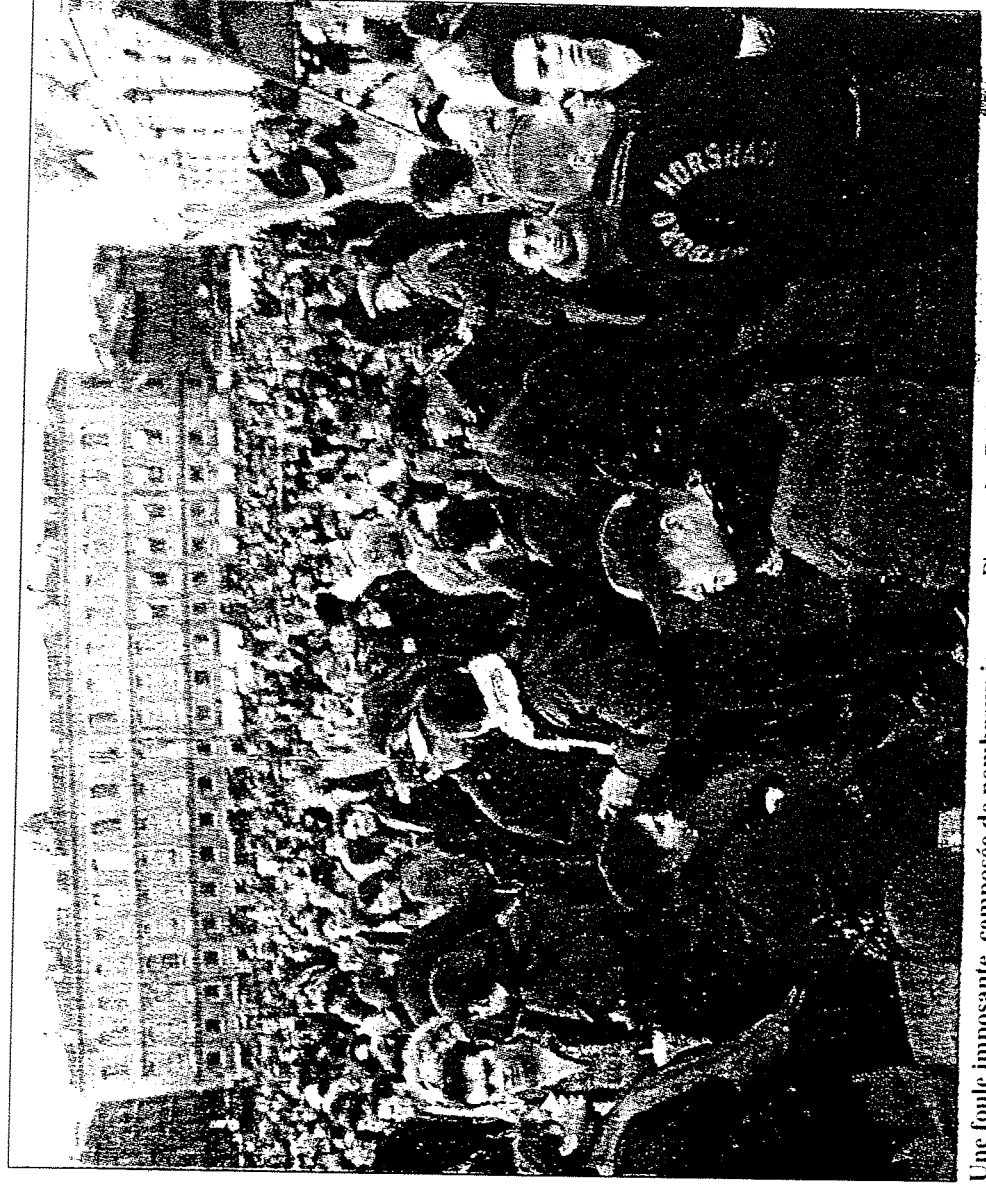
Petite anecdote pour conclure : lors du premier affrontement sur le pont St Michel, un manifestant aussi rapide que l'éclair a subtilisé la matraque des mains d'un CRS, c'était le troisième en partant de la gauche, il risque trois jours de trou pour faute professionnelle...

Michel B.

Toulouse : 30.000 contre Le Pen !

Enorme mobilisation contre la venue du leader du FN

VENDREDI 6 MARS 1998



Une foule imposante, composée de nombreux jeunes. Photo « La Dépêche ».

Derrière le mot d'ordre « Tous ensemble, faisons reculer le F Haine », quelque 30.000 personnes ont manifesté, hier soir, contre la venue de Jean-Marie Le Pen. Le leader du Front national animait une réunion de sa formation dans la métropole régionale. En fin de soirée, des incidents ont éclaté entre quelques centaines de manifestants et les forces de l'ordre.

L'article

de Pascal JALABERT

JEUDI 19 FEVRIER 1998

Urgence citoyenne

Face au Front national, nous, citoyens et citoyennes de Toulouse et sa région, en appelons à l'urgence citoyenne.

Nous disons qu'on ne peut pas se contenter d'opposer des réponses pédagogiques au racisme, à l'antisémitisme, aux idées de ce parti fasciste. Ces idées, elles ont déjà tué, hier, sous Vichy, aujourd'hui à Marseille, à Paris, au Havre et ailleurs. Ces idées, le Front national les applique plus que violemment à chaque victoire, dans les villes qu'il dirige.

Il faut que les électeurs du Front national sachent que par leur vote, ils s'opposent à une force plus grande encore, qui représente la grande majorité de la société.

Cette force :

— C'est celle qui s'oppose à la logique de « guerre civile » dressant les uns contre les autres, dans laquelle le FN veut engager la société ;

— C'est celle qui, au contraire, veut reconstruire la cohésion

sociale en répondant à la crise sociale :

— C'est celle qui construit au quotidien des initiatives de rassemblement et de solidarité ;

— C'est celle qui œuvre à un véritable changement social.

Cette force, nous en sommes, nous voulons qu'elle se montre. Pour cela, nous, citoyens et citoyennes de Toulouse et sa région, appelons à participer et participerons à la manifestation contre le meeting du Front national, le 5 mars. Nous ne voulons pas de violence, elle ne viendra pas de notre côté, et ce n'est pas la violence qui fera notre force. Ce qui fera notre force, c'est le nombre et notre détermination pacifique.

Ce jour là, le 5 mars, Toulouse et sa région, terre d'accueil et terre de résistance, sauront crier : « Le Pen ! ni toi, ni tes idées n'ont chez nous droit de cité. »

Collectif unitaire contre la venue de Le Pen à Toulouse.

VENDREDI 13 FEVRIER 1998

Le Pen salle Mermoz

Officiellement, c'est pour des raisons de capacité : la salle de la piscine est plus grande. En réalité, c'est pour d'évidentes raisons de sécurité...

Le meeting de Jean-Marie Le Pen initialement prévu au Centre de congrès Pierre-Baudis, se tiendra salle Mermoz (piscine municipale). La date est inchangée : jeudi 5 mars à 20 heures.

Organisateurs et sécurité publique — en clair, le préfet — se sont mis d'accord : autant il sera facile de « boucler » l'île du Ramier, autant il était impossible d'éviter la casse à Compans. C'est dire qu'on craint des incidents autour du meeting du Front national.

Toulouse, le 5 mars, les communistes anti F Haine !

Les secrétaires fédéraux du Parti communiste français des huit départements de Midi-Pyrénées appellent à la manifestation régionale unitaire contre la venue de Le Pen à Toulouse, le 5 mars, à 18 h 30, place du Capitole. Tous ensemble, faisons reculer le F Haine !

Nous invitons les Midi-Pyrénéens à y participer massivement et les manifestants à faire la fête au spectacle de Bernard Lavilliers qui apporte son soutien actif à la manifestation.

Eric CADORE,
Fédération du PCF de la Haute-Garonne.

5 mars

Manifestation contre Le Pen



Le collectif prêt pour la manif. — Photo « La Dépêche » D. P.

« **L**e Pen n'a pas lésiné sur les moyens. En plus des 60 millions de documents en voie de distribution, des 3 millions d'autocollants édités pour un total de 1.400 candidats du Front national, il prendra la parole à Toulouse, la salle Mermoz le 5 mars pour un meeting »... Un comité d'accueil récemment constitué « fera front ».

Un « Collectif unitaire contre la venue de Le Pen » appelle à un rassemblement « massif, pacifique mais déterminé » sur la place du Capitole, le 5 mars prochain. « Nous voulons aussi lancer un appel à citoyens pour permettre à chacun de prendre sa place dans ce combat. La manifestation se dirigera sur le lieu du meeting », explique Patrick du collectif unitaire.

Ce collectif a vu le jour, il y a un mois. Il regroupe des mouvements politiques, des syndicats, des associations intervenant dans la lutte contre l'exclusion, des collectifs d'artistes et des groupes musicaux. Plus de quatre-vingts organisations ont répondu à l'appel.

La bonne humeur contre la haine

De nombreux lieux culturels, tels que le Bijou, le cinéma Uto-

pia ou le théâtre de la Digue resteront portes closes pour « marquer clairement notre position et donner l'image de ce que serait une ville sans culture et alerter les gens qui sont à la limite de voter pour Le Pen », déclare Philippe Pagès du Bijou.

« Nous ne pouvons pas accepter que le "F-Haine", parti fasciste et raciste vienne distiller son discours de haine dans notre ville. Nous ne nous résignerons jamais à l'idée que ce parti puisse avoir des élus, il y a déjà quatre villes occupées », lance le collectif, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue, vendredi soir, au café-concert le Bijou.

Depuis sa création, le collectif a décidé de réagir « face au danger que représente le FN ». Cent mille tracts unitaires appelant à la manifestation du 5 mars ont été tirés ainsi que des affiches.

« Nous appelons la population toulousaine et plus largement celle de Midi-Pyrénées à descendre dans la rue et à rejoindre la manifestation unitaire. Nous la voulons festive, pour opposer la joie et la bonne humeur à la haine du FN », conclut le collectif.

M.-P. B.

Le syndrome Vitrolles réveille les consciences

Mobilisation anti-Le Pen

SAMEDI 28 FEVRIER 1998

leur. Des médecins s'approprient à faire circuler un. Des enseignants font de même. Des habitants de Cugnaux et Tournefeuille le également. Des sportifs seraient sur le point de les imiter.

« La situation a changé. Aujourd'hui, le FN gère des villes. Ce vote protestataire, dont on pouvait dire qu'il émanait de pauvres gens, a fini par amener le FN au pouvoir », insiste Jean-Paul Fonvieille de SOS Racisme, également conseiller municipal PS de Toulouse.

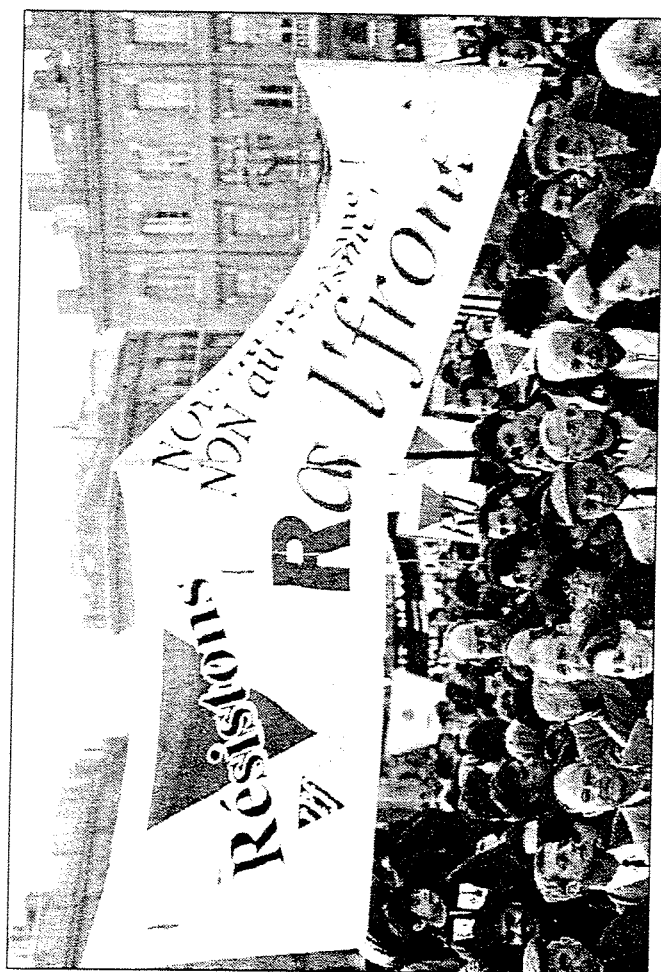
Concert annulé et écran noir

Artistes et responsables de lieux culturels traduisent cette nouvelle donne. Cette prise de conscience du danger que représente le parti de Le Pen, Mégret, Antony et leurs affidés, Orange et sa bibliothèque, Vitrolles et le Sous-marin, sont passés par là.

« Dans les villes où le FN est passé, nous n'avons plus le droit de travailler, d'exister », s'inquiète Philippe Pagès. Le patron du Bijou a pris l'initiative d'inviter ses confrères à fermer leur établissement le jour du meeting de Le Pen afin de se joindre aux manifestants. Ce soir-là, les Melmarlous ne se produiront donc pas dans le bar musical de l'avenue de Muret. L'écran de l'Utopia restera noir le temps du meeting du FN et il n'y aura pas de dernière représentation des Mysteres Hyde au théâtre de la Digue.

Cette multiplication des initiatives laisse espérer aux organisateurs une mobilisation dont l'ampleur pourrait dépasser celle de l'an passé. En février 97, ils étaient 8.000 environ à protester contre une réunion de Bruno Mégret dans un grand hôtel de Toulouse.

Philippe BERNARD



La dernière grande manifestation anti-FN à Toulouse avait rassemblé 8.000 personnes en février 97. — Photo « La Dépêche » archives

appels citoyens qui se multiplient traduisent cette mobilisation qui se diffuse au-delà des réseaux habituels. Deux groupes de femmes ont rédigé chacun le

Des femmes, des médecins, des sportifs...

Mais ce ne sont plus les seuls à dire « Non au F. Haine ». Les

Fête au cours Dillon

La manif débutera à 18 h 30, jeudi 5 mars, place du Capitole à Toulouse. Au départ, le cortège suivra un itinéraire classique passant par les boulevards et la rue de Metz. Puis il se dirigera vers le lieu du meeting. Le FN a retenu la salle Jean-Mermoz alors qu'il devait se réunir initialement au centre de congrès. Le défilé franchira le pont Neuf, empruntera la rue de la République et les allées Charles-de-Fitte jusqu'au Fer à Cheval. Les organisateurs ne chercheront pas à aller plus loin afin d'éviter tout risque d'affrontement. Mais ils ne donneront pas l'ordre de dissolution tant que la réunion du FN se poursuivra. Des animations sont prévues sur le cours Dillon pour faire de ce rassemblement une fête citoyenne. Un appel est lancé aux groupes de musique acoustique et de percussions, aux troupes de théâtre de rue, aux artistes de cirque et à tous ceux qui souhaitent y participer.

Le 5 mars, le leader du Front national tient un meeting à Toulouse. Les préparatifs de la manifestation de protestation mobilisent bien au-delà des réseaux antifascistes habituels. Les appels citoyens se multiplient.

Toulon, Vitrolles, Mari-gne, Orange... Quatre villes désormais administrées par le Front national. Quatre villes où le FN met son programme en pratique. Quatre villes où la préférence nationale entre en vigueur à l'image de Vitrolles avec les Mégret. Quatre villes qui ont provoqué un électrochoc.

La préparation de la manif anti-Le Pen du 5 mars traduit ce réveil des consciences. « La mobilisation dépasse le cadre traditionnel », constate René-Pierre Domergue. Bien sûr, Ras l'front, l'organisation à laquelle il appartient, figure parmi les principaux organisateurs de ce mouvement de protestation à la tenue du meeting de Jean-Marie Le Pen salle Jean-Mermoz, à Toulouse, ce jour-là. Ainsi que SOS Racisme, la Ligne des Droits de l'Homme, le CRIF et quelques autres organisations, traditionnellement à la pointe du combat antifasciste. Les partis politiques de gauche ont retro-

Les signataires de l'appel

Le tract « Toulouse dit Non au F. Haine » appelant à la manifestation a été signé par

Les associations : AC, L'Orchidée, Ramdam, Mojito, AYDA, Cides, Citoyens solidaires, Club Res publica pluriels, Collectif toulousain pour les droits des femmes, CRIF, DAL, Ecole citoyenne, Inform'elles, le Manifeste, Ligue des Droits de l'Homme, Mnef, Ras l'front, Réseau de solidarité avec les femmes algériennes, Ricochet, SOS Racisme, UEJF.

Les réseaux culturels : Agarta, Atelier des arpètes, Avant Mardi, Richard Calléja, Candéla, CUF, Dzam, Flash, 100 % collègues, Music'Halle, Félix la Putaragne, Friture moderne, Katz, Latchodrom, Jean-Marc Leclerc y Los Li-

bertarios, le Bijou, Pitchképoi, Gilbert Lafaille, Eric Lareine, la Rouquine du premier, les Trois petits cochons, Maojit, Motivés, Solange Oswald, Piment chaud, Pyramid, Abdu Salim, Tactikollectif, Théâtre 2 l'acte, théâtre de la Digue, théâtre Sorano, Tonton Salut, Utopia, l'Usine, Ets Katertone, le Phun, Color y calor, les P'tites d'en face, les Commandos percus, Image publique.

Les syndicats : Agat-Unef, UD CGT, UD CFDT, Federcies Midi-Pyrénées, FIDL, Sud ANPE, Sud Education, Sud Etudiants, Sud PTT groupe des 10, Unef-ID.

Les mouvements politiques : AL, JC, JCR, LCR, MJS, PCF, PS, UEC, Les Verts.

Bernard Lavilliers : « Il faut leur montrer qu'ils ne nous font pas peur »

Le jour où vous allez donner un concert à Toulouse, il y a quelqu'un aussi, qui va se donner en spectacle pas très loin de là....

Vous voulez parler de Le Pen !... Dans un premier temps, il était question qu'il fasse son meeting tout près du Palais des sports, mais il paraît que ça posait des problèmes aux Renseignements généraux... Bon, je pense qu'on ne l'a pas invité ici, mais qu'on n'a pas pu l'éviter... C'est un mec qui est sur la scène politique officielle. Moi, j'ai toujours dit que c'était un cyclope disymétrique : avant, il avait un bandeau sur un œil, maintenant il l'a sur les deux !... Chaque fois qu'on rentre dans le lard de Le Pen, il rebondit aussitôt et ça fait monter ses scores. C'est comme pour un artiste : même quand on dit du mal de lui, ça lui fait de la pub ! Alors bien sûr, il ne faut pas minimiser le phénomène et c'est quand même honteux qu'on soit l'un des pays européens ayant le plus de monde à l'extrême droite. Il passe à Toulouse au moment où j'y suis et ça tombe bien car moi, justement, je suis pour amener la contradiction là où elle doit être amenée.



Bernard Lavilliers.

D'ailleurs, quand les villes du sud comme Orange ou Toulon ont été prises par le Front national, alors que d'autres n'ont pas voulu chanter, moi j'ai fait le contraire. Il faut quand même ne pas oublier qu'ils sont passés avec un tiers de voix parce que les deux autres tiers ne se sont pas entendus. Donc priver de culture les deux tiers de la population restante serait quand même dommage... Et particulièrement injuste. Alors il faut leur montrer qu'ils ne nous font pas peur.

En arrivant sur la scène toulousaine, ce jeudi 5 février, vous allez donc y aller de votre petit couplet !

Attends, je vais me gêner ! Je n'ai jamais attendu que Le Pen soit dans une ville pour en parler, mais je ne vais quand même pas en faire le thème de mon concert. Mais je vais juste faire une ou deux blagues redoutables anarco-syndicalistes dont j'ai le secret et puis voilà, basta ! Ce qui est certain, c'est que ceux qui viendront me voir, ils ne seront pas chez Le Pen et c'est toujours ça de gagné.

Vous qui êtes un passionné de musique mais des mots aussi, comment définiriez-vous vous-même J.-M. Le Pen outre la petite image « disymétrique » ?

Ah ! Ah ! (rires) J'aimais bien son bandeau, ça lui donnait un côté Capitaine Crochet... Mais je trouve que c'est un terrible opportuniste, ce garçon. Il faut s'en méfier. Il peut faire le martyr en disant : « On représente 16 % des voix et on nous a « squeezés » à l'Assemblée, sur les proportionnelles, etc ». Démagogue, provocateur, au point de dire des énormités de façon à avoir trois ou quatre pages de plus dans les canards ! Tout ce que j'ai écrit dans ma chanson « Troisièmes couteaux » s'est confirmé. Je ne voudrais pas être un oiseau de mauvais augure, mais chaque fois que j'écris une chanson politique, ça se passe comme je l'ai dit. En tout cas, sur lui, je n'écrirai jamais de chanson : ce serait lui faire bien trop d'honneur.

Recueilli par Bernard LESCURE

MERCREDI 4 MARS 1998

Surveillance

Toulouse

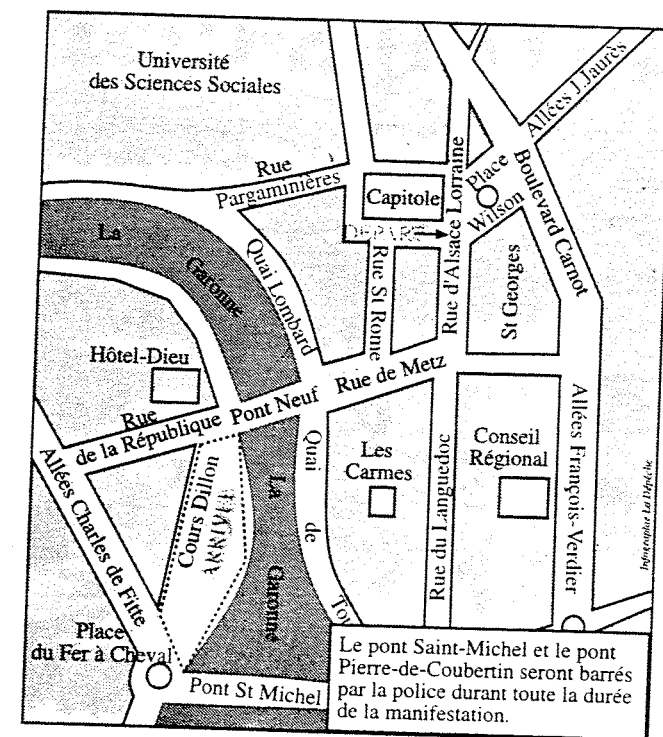
Le meeting Le Pen sous

Entre contre-manifestants et forces de l'ordre, la venue de Jean-Marie Le Pen, demain soir, à Toulouse, sera soigneusement encadrée. Fête anti-FN à la Prairie des Filtres et CRS sur l'île du Ramier, interdite à la circulation : une répétition grandeur nature... de la Coupe du Monde de football.

Ironie du calendrier ou coïncidence équivoque, c'est toujours aux alentours de carnaval que la caravane du Front national vient promener ses tribuns dans la Ville rose. Quitte à provoquer quelques étincelles.

L'an dernier, au mois de février, la seule apparition, confidentielle, de Bruno Mégret, le mari de la mairesse de Vitrolles, avait transformé les allées Jean-Jaurès en champ de bataille.

Une soirée très « lacrymogène » au cours de laquelle des militants anti-FN s'étaient affrontés avec les forces de l'ordre.



De quoi envisager avec un maximum de précautions le meeting de l'extrême-droite programmé, demain soir, à partir de 20 heures, dans la salle Jean-Mermoz, sur l'île du Ramier, à un jet de pierre du stadium.

Cette fois, c'est Jean-Marie Le Pen, lui-même, qui viendra mobiliser ses troupes pour les scrutins régional et cantonal.

Inutile de préciser que ce rendez-vous sera encadré de très près par un déploiement de po-

lice exceptionnel. A toute chose malheur est bon, le dispositif mis en place sera en tout point semblable à celui qui sera mis en œuvre pour les matchs de la Coupe du Monde de football.

Une sorte de répétition générale, dans un contexte, il est vrai, un peu moins léger.

Chacun dans son camp

La mission des forces de l'ordre est simple : empêcher tout contact entre les participants au

meeting et les contre-manifestants. Rassemblés dès 18 h 30, place du Capitole, ils défilent ensuite, via la rue d'Alsace, les boulevards, la rue de Metz et le Pont-Neuf, jusqu'à la Prairie des Filtres où se déroulera une fête haute en couleur, avec animations, cirque et théâtre de rue.

Pour ce faire, l'île du Ramier sera entièrement coupée du reste de la ville. Deux à trois compagnies de CRS renforcées par des gardes mobiles et des policiers en tenue y prendront position.

A partir de 18 h 30, le pont Saint-Michel sera bouclé à toute circulation et les ponts Garigliano et Pierre-de-Coubertin seront filtrés minutieusement.

Attention, seules les personnes munies d'une invitation pour la soirée du Front national pourront passer et accéder à la salle Jean-Mermoz.

Ce ne sera pas tout à fait l'état de siège, mais presque. Pas question en tout cas pour les responsables de l'ordre public de se faire déborder. Le souvenir des allées Jean-Jaurès, l'an dernier, est là pour rappeler que ce genre de face à face est toujours l'occasion pour quelques casseurs, ceux que l'on nomme « les éléments incontrôlés », de s'illustrer et d'en découdre coûte que coûte.

Encore faut-il ne pas se tromper de combat.

G.-R. S.

« Hors de Toulouse » !

- « Qui n'aime pas les gens en colère, les ouvriers, les fonctionnaires, les intellos, Zidane et Benazzi, les blancs, les noirs ??? »
- « Qui n'aime pas les hétéros, les femmes, les jeunes, les homos, les hommes, les vieux, les ânes, les érudits ??? »
- « Il n'aime pas le Stade, bou !!! Oh fasciste con ! Hors de Toulouse con ! »

C'est la réponse de Tactikollectif à la venue de Jean-Marie Le Pen à Toulouse. Tactikollectif a beaucoup fait parler de lui, récemment, en réalisant un CD baptisé « Motivés » et qui reprend des chants révolutionnaires notamment interprétés par Magid, le chanteur de Zebda. A l'instar de Tactikollectif, les réactions à la tenue du meeting du Front national, jeudi, les initiatives et les appels à la contre-manifestation se multiplient depuis plusieurs jours.

Les femmes

- Des femmes ont signé un appel à la résistance internationale des femmes contre tous les fascismes et toutes les oppressions pour défendre leurs droits de vote, à l'emploi, à la contraception, à l'IVG, au partage de l'autorité parentale.

La Licra

- « Solidaire de la mobilisation des démocrates contre l'extrême-droite », la Licra, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, invite ses adhérents à participer au rassemblement place du Capitole, « mais ne donne aucune consigne pour la poursuite de la manifestation en cortège ».

Les élus communistes

- Les élus et candidats communistes de Toulouse aux élections cantonales et régionales estiment que « Toulouse est en passe de réussir sa plus grande mobilisation jamais réalisée contre la venue de Le Pen ». Ils sont convaincus qu'il est « possible de battre et de faire reculer le FHaine dans sa stratégie de conquête du pouvoir », et que c'est le rôle de la gauche.

Les élus socialistes

- Les élus socialistes et républicains ont également signé un appel à manifester « parce que nous refusons de toutes nos forces le racisme, la stratégie du bouc émissaire et l'idée abjecte d'inégalité des races : parce qu'à la haine de l'autre, nous opposons le combat pour la laïcité et l'intégration ».

La CGT

- La CGT rappelle que le Front national, c'est le retour des femmes au foyer, le démantèlement de l'Education nationale, la déréglementation du travail, la réduction des charges des entreprises », et que « le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, la préférence nationale, c'est la division ». Aussi exhorte-t-elle les consciences : « Nous devons faire reculer le FN. Pour cela faisons grandir nos actions pour la satisfaction de nos revendications ».

La FCPE

- La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) appelle les parents à « combattre les idées racistes, sexistes et antisociales de ce parti fasciste ».

Le Syndicat des enseignants et la FEN

- L'appel du Syndicat des enseignants et de la FEN est aussi un appel à manifester pacifiquement : « La défense de la démocratie et de nos idéaux de liberté doivent se faire dans la détermination et le calme ».

Enseignants et parents d'élèves

- Dans un texte commun signé par 214 personnes, des enseignants et des parents d'élèves rappellent que « l'éducation citoyenne se doit de prendre compte de la diversité. Nous aimons le mélange. C'est un bien pour chacun et pour tous ».

Pieds-noirs

- 32 enfants de Pieds-noirs, de berbères, de harkis, d'Algériens et d'originaires d'Afrique du nord ont signé un texte dans lequel ils affirment : « Nous prenons le parti de l'intelligence, le parti du Vivre ensemble, malgré nos différences, malgré le passé douloureux ».

SOS Racisme

- Lundi, SOS Racisme servait un thé à la menthe devant l'école d'architecture. Une façon de mobiliser. Plus de 80 personnes sont venues boire une tasse ou un verre « pour l'égalité et contre la venue de Le Pen ». Le PS offrait le muscat, le PC le porto. Une habitante du quartier avait préparé des pâtisseries marocaines. Une autre du café à la cardamome. Tous ont pris rendez-vous pour jeudi place du Capitole.

Appel commun

- Rappelons la liste des associations, organisations, syndicats, partis politiques signataires de l'appel à la manifestation unitaire.
Les associations : AC, L'orchidée, Ramdam, Mojitos, Fcpe, Ayda, Cides, Citoyens solidaires, Club res publica pluriels, collectif toulousain pour le droit des femmes, Crif, Dal, Ecole citoyenne, Inform'elles, Le manifeste, Ligue des droits de l'homme, Mnef, Ras le front, Solidarité femmes algériennes, Ricochet, Sos racisme, Uejf ;
Les réseaux culturels : Agarta, Atelier des arpètes, Avant mardi, Richard Calléja, Candéla, Cuf, Dзам, Flash, 100 % collègues, Music'halle, Félix la putaragne, Friture moderne, Katz, Latchodrom, Jean-Marc Leclerc y los libertarios, Le Bijou, Pitchképoi, Gilbert La-faille, Eric Lareine, La Rouquine du premier, Les trois petits cochons, Maojit, Motivés, Solange Oswald, Piment chaud, Pyramid, Abdu Salim, Tactikollectif, Théâtre 2 l'acte, Théâtre de la Digue, Théâtre Sorano, Tonton salut, Utopia, l'Usine, Ets Katertone, le Phun, Color y calor, les P'tites d'en face, les Commandos percus, Image publique ;
Les syndicats : Agat-Unef, Ud-Cgt, Ud-Cfdt, Féderies Midi-Pyrénées, FEN, Fidl, FSU, Sud-Anpe, Sud-education, Sud-étudiants, Sud-Ptt, Groupe des dix, Unef-Id ;
Les mouvements politiques : AL, JC, JCR, LCR, MJS, PCF, PS, UEC, Les Verts.

Tracts

- 130.000 milles exemplaires du tract unitaire ont été distribués. 3.000 affiches ont été collées. La diffusion a dépassé Toulouse. La mobilisation devrait donc s'étendre à l'ensemble de la région. Des manifestants de tous les départements sont attendus.

Ras l'front

- A la veille de la manif, Ras l'front organise aujourd'hui à 20 h 30, une réunion publique, salle municipale, 22 allées de Barcelone. Un représentant de la commission syndicale nationale de cette organisation fera le point sur les tentatives d'implantation du FN dans les entreprises et sur son pseudo « programme social ». Porte parole de Ras l'front, Rémi Barrous, interviendra également sur les enjeux des élections régionales et cantonales. Un débat suivra.

Club Res Publica pluriels

- Le Club Res Publica pluriels de Toulouse organise une conférence-débat aujourd'hui, à 15 heures, à l'IEP, amphithéâtre Bodin. Le thème : le Front national et la République. Avec comme intervenants : Michel Soudais, auteur du « FN en face », et Valérie Igounet, docteur en sciences politiques, spécialiste de l'extrême-droite.

Une quinzaine de jeunes poursuivis par la justice

Les incidents qui ont éclaté, jeudi soir, au Fer-à-Cheval, à la fin de la manifestation contre le Front national, se sont soldés par 17 interpellations. 14 jeunes gens ont été déferés, hier au parquet de Toulouse et mis en examen pour « violences à agents de la force publique ». Un seul a été écroué.

C'est quasiment devenu un rituel. Le moindre cortège de CRS déployé sur le pavé toulousain fait voir rouge à quelques poignées d'irréductibles.

Le face à face redouté s'est donc produit, jeudi soir, au moment où les 30.000 personnes réunies « contre le F Haine » s'avouaient, sur la prairie des Fillettes, le succès d'une mobilisation exceptionnelle. Un succès qui est rapidement passé au second plan, quand les premiers accrochages ont éclaté sur la place du Fer-à-Cheval, à l'entrée du



Les affrontements sont restés cantonnés aux abords du pont Saint-Michel. — Photo « La Dépêche »

pont Saint-Michel, où les forces de l'ordre avaient été disposées pour interdire l'accès à l'île du Ramier et au meeting de Jean-Marie Le Pen (1).

Le scénario est classique. Aux premiers harcèlements de quelques dizaines de perturbateurs, les CRS ont répliqué par des tirs de grenades lacrymogènes.

D'un côté les harangues, les jets de pierres, de bouteilles ou de pommes de terre... de l'autre des charges successives pour disperser les assaillants. Des allers-retours élastiques et douloureux dans les deux camps.

Des plaies et des bosses

« Il y avait des types en civil qui ont surgi et qui ont matraqué de paisibles manifestants », s'étonne un jeune homme, presque ingénuement, « il faut le dire ». Les fauteurs de troubles qui

s'activaient à quelques pas de là, savaient, eux, que la distinction n'est pas vraiment le propre de ce genre de circonstances. D'autant que les organisateurs avaient appelé à la dissolution du défilé depuis belle lurette. Ce sont aussi les risques du métier.

Au milieu de l'empoignade les pompiers, eux, ont multiplié les norias d'ambulances — 37 sorties au total — pour soigner les blessés.

Chez les policiers, une quinzaine d'hommes ont été touchés.

Six ont été hospitalisés pour des nez cassés, des balafres ou des chevilles foulées. Le compage est plus difficile dans les rangs des manifestants mais hormis des plaies et des bosses, aucune blessure grave n'a été signalée.

Côté rue, la casse est restée limitée : deux voitures ont été endommagées et les plots signalétiques du rond-point de la Catalogne ont souffert.

Sanction et médiation

Dans le feu de l'action, 17 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue au commissariat central. Un jeune homme a été remis en liberté dès hier matin, un deuxième dans l'après-midi. Un troisième suspect, hospitalisé, a été maintenu en garde à vue. Les autres, 14 jeunes gens, au rang desquels un mineur et une jeune fille, ont été déferés, dans l'après-midi au parquet de Toulouse, puis présentés au juge d'instruction Nicolas Bergougnan.

Poursuivis pour « violences à agents de la force publique avec armes », la plupart ont été mis en examen et remis en liberté. Seul l'un d'entre eux, âgé d'une trentaine d'années, a été écroué. En attendant la comparution devant le tribunal correctionnel. Une délégation du comité d'organisation de la manifestation s'est rendu au palais de justice, dans l'après-midi, pour demander aux magistrats leur indulgence.

G.-R. SOULLES.

(1) Lire notre édition d'hier.

Libé. Sam 7 & dim 8 mars 88

Toulouse épicentre de la mobilisation anti-FN

La campagne électorale dope les adversaires de Le Pen.

Quinzе mille personnes selon la police, trente mille selon les organisateurs ! Quelles que soient les estimations, la manifestation qui protestait jeudi soir à Toulouse (Haute-Garonne) contre la tenue d'un meeting de Le Pen a marqué l'apogée des manifestations anti-FN au cours de la campagne des régionales. Uni sous la bannière d'un «collectif unitaire» qui rassemblait 80 organisations (associations culturelles et antiracistes, partis de gauche et syndicats), le cortège a défilé dans le calme, pendant plus de deux heures, derrière une banderole clamant «Toulouse dit non au F Haine». A l'issue de la manifestation, des heurts ont opposé trois cents irréductibles aux forces de l'ordre, qui se sont conclus par l'intervention des CRS, une dizaine de blessés légers chez les policiers et l'interpellation de 14 manifestants défermés vendredi au parquet. Cinq mille personnes pour un «carnaval antifasciste» à Nantes dimanche dernier, plusieurs milliers de manifestants à Saint-Etienne le même jour, comme au Mans, à Rouen, Amiens, Nice, ou Grenoble les semaines précédentes: depuis près de deux mois, chaque meeting de Bruno Mégret ou de Jean-Marie Le Pen a généré d'importants défilés anti-FN. Vendredi soir, c'était autour de Nancy de se mobiliser contre la venue de Mégret, avant que les anti-FN ne se retrouvent sur le pavé parisien jeudi prochain à l'occasion du meeting de fin de campagne de Le Pen. Les élections régionales ont redonné de la vigueur à un combat quelque peu atténué pendant les législatives

Terre de mission pour le FN, le Sud-Ouest s'est toujours refusé à la logorrhée lepéniste.



Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, jeudi à Toulouse, contre la venue de Le Pen.

du printemps dernier, du fait de la brièveté de la campagne.

C'est justement lors de la précédente échéance régionale, il y a six ans, que les manifestations anti-FN s'étaient systématisées.

Une vague de contre-manifestations avait accueilli les déplacements des leaders frontistes auxquels de nombreux maires avaient aussi refusé des salles pour leurs réunions: les premiers pas d'une stratégie baptisée «harcèlement démocratique» par Jean-Christophe Cambadélis, numéro deux du PS et président du Manifeste contre le FN. Mises en sommeil, les mobilisations contre l'extrême droite ont redémarré à l'automne 1996, après les divagations de Le Pen sur «l'inégalité des races», pour atteindre deux sommets: vingt mille personnes à Grenoble début décembre 1996 et cinquante mille à Strasbourg, fin mars

1997, pour protester contre la tenue du X^e congrès du FN. Entretemps, le choc des conquêtes municipales du FN, en particulier celle de Vitrolles en février 1997, avait provoqué une prise de conscience.

L'ampleur du défilé toulousain s'explique aussi par des considérations locales. Terre de mission pour le FN, le Sud-Ouest s'est toujours refusé à la logorrhée lepéniste. Toulouse est même le berceau de la lutte anti-FN puisque pendant la campagne des européennes de juin 1984, premier succès national de Le Pen, un attentat avait détruit la salle où il devait tenir un meeting le lendemain, donnant naissance dans la foulée aux Scalp (Sections carrément anti-Le Pen), réseau «antifasciste» d'obédience libertaire. A une époque plus lointaine, pendant et après la guerre d'Espagne, la région a accueilli nombre de résistants au franquisme, inculquant à

Toulouse, selon l'expression de Rémi Barroux, porte-parole de Ras l'Front, «une tradition quasi biologique de l'antifascisme qui a permis de mettre toute la ville en ordre de bataille pour accueillir Le Pen». Nombre de librairies, de théâtres et de cinémas appelaient en effet à la manifestation de jeudi. «Et en signe de solidarité, la plupart des lieux culturels avaient fermé», ajoute Jean-Paul Fonvielle, l'un des porte-parole du «collectif unitaire» qui préparait le défilé depuis un mois et demi en diffusant «un appel citoyen». «L'important, souligne Eric Osmond, porte-parole du Manifeste contre le FN, c'est que les gens ne se mobilisent plus seulement ponctuellement, mais ont pris l'habitude de travailler ensemble sur la durée. Les pratiques unitaires sont entrées dans les mœurs.» Et engendrent une gauche «antifasciste» tout aussi plurielle que la gauche de gouvernement. ● **RENAUD DELY**

La loi... et les débordements

Le code pénal balise très précisément les manifestations publiques, y compris quand elles dégèrent, en détaillant les moyens d'actions des forces de l'ordre.

L'article 431-3 indique en substance, que tout attroupement peut être dissipé par la force publique après deux sommations de dispersion, mais que celle-ci peut-être employée directement si des violences ou des voies de fait sont exercées contre les représentants de l'ordre.

Le fait de participer à un attroupement après sommations peut être puni d'un an d'emprisonnement et de 100.000 F d'amende. A trois ans d'emprisonnement et 300.000 F d'amende si la personne est armée.

Dans le cadre de violences à agent de la force publique, les peines prévues, en fonction de la gravité des blessures, s'échelonnent de 3 à 5 ans d'emprisonnement et de 300.000 à 500.000 F d'amende. Le double si les violences sont exercées avec une arme (article 222-12 et 222-13). Etc'est ce dernier chef de mise en examen qui a été retenu, hier, par le juge d'instruction, contre les 14 personnes interpellées.

« La plus grosse manif de France »

A l'heure du bilan, le collectif unitaire d'organisation de la manifestation anti-FN, qui a tenu, hier après-midi, une conférence de presse, s'est félicité « d'une mobilisation massive faisant de Toulouse le plus gros rassemblement contre le parti de Jean-Marie Le Pen, organisé dans le pays, avec Strasbourg ».

devaient, au départ, se tenir hors de portée des manifestants ».

De son côté le parti communiste a indiqué que ce « succès était une base pour aller plus loin, battre et faire reculer le F Haine, dans une situation nouvelle, où jeunes, étudiants, salariés, associations, mouvements culturels et politiques se sont rassemblés massivement ».

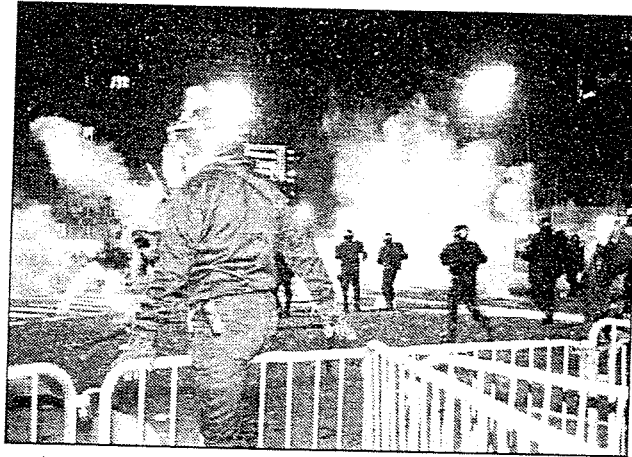
Jean-Paul Fonvieille, élu municipal socialiste, a insisté sur « la nature citoyenne » du défilé et sur la présence de nombreux jeunes, face aux 1.400 participants du meeting FN « isolés sur l'île du Ramié ». Le collectif a évidemment regretté les incidents qui ont ponctué la manifestation en soulignant toutefois que « le dispositif policier n'était pas celui annoncé et que les forces de l'ordre

Seule note discordante, le centre d'études sur le racisme et le fascisme (CERF) a regretté « la récupération du mouvement par les partis politiques à des fins électoralistes », en dénonçant « la répression policière » contre une manifestation « trop spectaculaire pour contribuer réellement à lutter contre le Front national ».

G.-R. S.

Jeudi 5 : Le Pen

■ La venue du leader du Front National n'a pas laissé indifférents les Toulousains, qui ont massivement manifesté leur opposition au leader d'extrême droite et à ses idées. Du Capitole au cours Dillon, plus de 30.000 personnes ont dit leur refus de l'intolérance, de la haine et du racisme.



Vendredi 6 : Vétérinaire

■ Un vétérinaire de Blagnac a été écroué, un an après la mort de son épouse. Mis en examen pour « empoisonnement volontaire », le praticien clame son innocence. Diverses constatations ont néanmoins amené les enquêteurs à émettre de sérieux doutes sur la thèse du suicide de la jeune femme, avancée dans un premier temps.

Samedi 7 : casseurs

■ La manifestation anti-FN a connu un prolongement judiciaire, avec la présentation devant un juge, de 16 jeunes gens — dont deux jeunes filles —, arrêtés parmi les auteurs de trouble entrés en action au Fer-à-Cheval, jeudi soir. Le magistrat en a relâché 14. Deux ont été placées sous mandat de dépôt.

Après la manif anti-Le Pen

Une nouvelle incarcération

Deux autres jeunes gens ont été à leur tour déférés au parquet hier en début d'après-midi, à la suite des incidents ayant conclu la grande manifestation anti-FN, jeudi soir à Toulouse. L'un a été immédiatement remis en liberté. L'autre a été placé sous mandat de dépôt.

Rappelons que 14 personnes avaient déjà été déférées vendredi. Une avait été écrouée (Lire « La Dépêche » du 7 mars).

Cette comparution différée s'explique par le fait que l'un des deux jeunes était hospitalisé à l'hôpital Purpan depuis son arrestation, jeudi soir. Son avocat, M^e Etelin, a dénoncé devant le juge, les violences ayant marqué l'arrestation de son client qui souffre « d'un traumatisme facial et doit porter une minerve ». Par ailleurs, le défenseur a mis

en avant les motivations « irrécupérables » de son client : « Il a été objecteur de conscience et a fait son service militaire dans une association pour handicapés », a expliqué M^e Etelin.

Néanmoins, le mis en examen a été arrêté jeudi soir au rond-point du Fer-à-Cheval, en possession d'un sac contenant une fronde. Le juge a donc décidé son incarcération. Une confrontation sera organisée dans les tous prochains jours, entre le prévenu et les policiers.

Au total, 16 personnes — dont deux filles — ont donc été présentées devant un juge d'instruction à la suite des incidents du 5 mars. Quatorze ont été remises en liberté, deux ont été écrouées.

P. M.

Manif anti-Le Pen : soutien aux interpellés

Suite à la manifestation anti-Le Pen à Toulouse du 5 mars dernier, un collectif s'est créé. Il entend soutenir les personnes interpellées et « protester contre les violences dont ont fait preuve les forces de l'ordre à l'encontre des manifestants. Ces violences sont totalement disproportionnées

avec le caractère général de la manifestation.

Toute personne se sentant concernée est vivement invitée à un rassemblement de solidarité aux inculpés aujourd'hui à 13 h 30, place du Salin, à Toulouse. »

MARDI 10 MARS 1998

Le CERF dénonce « la répression policière et judiciaire »

Pour sa part, le centre d'études sur le racisme et le fascisme dénonce la répression policière et judiciaire contre des manifestants anti-Le Pen : 17 interpellations, 14 mises en examen et 2 mises en détention provisoire.

Le CERF exige le non-lieu à poursuivre contre tous les interpellés, la libération des 2 détenus

et surtout une enquête officielle sur les violences policières de la fin de manifestation.

Le CERF appelle à la solidarité active avec tous les manifestants poursuivis. Le président du CERF exige d'être entendu comme témoin dans cette triste affaire.

Le CERF.

Le collectif unitaire : « Interpellation injustifiée »

Dans un communiqué, le collectif unitaire, organisateur de la manifestation contre la venue de Le Pen, revient sur le rassemblement et les événements qui se sont produits à la fin du défilé.

Le résultat est exceptionnel : 30.000 citoyens dont beaucoup de jeunes motivés par la lutte antifasciste ont manifesté dans les rues de Toulouse, protégés par un service d'ordre unitaire.

Le cortège n'a rencontré aucun problème jusqu'à la place du Fer-à-Cheval.

Pour des raisons de sécurité, le collectif unitaire avait refusé de prendre la responsabilité d'engager les manifestants sur le pont Saint-Michel. A l'arrivée au Fer-à-Cheval, une grande fête était organisée. Elle devait durer autant de temps que les lepenistes occuperaient une salle municipale. Nous avions obtenu l'assurance de la préfecture que le dispositif policier était prévu pour éviter tout contact entre

manifestants et CRS.

Or, il n'en a rien été : de simples barrières séparaient la manifestation des forces de l'ordre. Après un moment de face-à-face, alors que l'ensemble du cortège n'était pas arrivé sur place, les policiers ont chargé de façon démesurée avec une violence extrême, coupant ainsi la manifestation en deux.

Il est légitime de penser qu'il y a eu une volonté préfectorale de briser une mobilisation exemplaire par son ampleur, sa détermination et son pacifisme.

Dans ce contexte, et quand on connaît les rapports de la police avec la jeunesse, l'interpellation particulièrement violente de jeunes dont certains sont mineurs nous semble totalement injustifiée et suspecte.

Le collectif unitaire soutient ces citoyennes et ces citoyens interpellés et mettra tout en œuvre pour obtenir un non-lieu.

Le collectif unitaire.

Toulouse dit **NON !** **au F.HAINE**

Son objectif est la conquête du pouvoir. Chaque élection est une nouvelle étape sur cette voie. Nous dénonçons la propagande démagogique du milliardaire LE PEN qui prétend défendre les intérêts du peuple !

N'oublions pas :

- ▶ Il prône l'inégalité des races et considère comme un " détail " de l'histoire les camps d'extermination nazis.
- ▶ Il prône le renvoi des femmes au foyer. Il condamne toute forme de contraception et défend l'interdiction de l'avortement.
- ▶ Il condamne le mouvement social et propose de supprimer le droit de grève.
- ▶ Il préconise de supprimer les services publics et la sécurité sociale.
- ▶ Il propose la suppression de l'impôt sur le revenu et l'augmentation massive de la TVA.
- ▶ Il propose de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes et de réduire les budgets sociaux.
- ▶ Il s'est doté d'une organisation paramilitaire, le DPS qui agit dans l'illégalité.

Dans les municipalités qu'il gère, à Vitrolles, Toulon, Orange ou Marignane, le F.Haine bafoue la démocratie, réduit les budgets sociaux, licencie, censure des ouvrages dans les bibliothèques municipales, ferme les lieux culturels et développe le clientélisme pour ses amis politiques. A Vitrolles, Mégret met en place la préférence nationale (primes aux enfants français).

Son programme, ses actions aggravent encore plus la situation des populations. Le F.Haine se nourrit de la crise de la société, du chômage et de ses conséquences. Il se délecte de mensonges, de calomnies, d'insultes...

Nous n'acceptons pas que le parti de LE PEN et d'ANTONY gagne des voix !

Nous appelons chacun à dénoncer toute compromission dans les actes comme dans les discours avec le front national et ses élus.

Chômeurs, salarié(e)s, étudiant(e)s, retraité(e)s, toutes et tous ensemble faisons reculer le F.Haine, en construisant au quotidien des initiatives rassembleuses et solidaires sur tous les terrains. Cœuvrons ensemble à un véritable changement social.

MANIFESTONS à TOULOUSE **JEUDI 5 MARS à 18H30 place du Capitole**

Le 5 mars, LE PEN sera à Toulouse pour un meeting inter-régional.
Nous ne pouvons pas tolérer que ce parti fasciste, raciste, sexiste et antisocial pavoise dans notre région.

• **Associations :** AC - Assos L'Orchidée - Assos Ramdam - Assos Mojito - AYDA - Cides - Citoyens solidaires - Club Res publica pluriels - Collectif toulousain pour les Droits des femmes - CRIF - Droit au logement - Ecole Citoyenne - Inform'elles - Le Manifeste - Ligue des Droits de l'Homme - MNEF - Ras l'front - Réseau de solidarité avec les femmes algériennes - Ricochet - SOS Racisme - UELF

• **Réseaux culturels :** Aqarta - Atelier des alpetes - Avant mardi - Richard Calleja - Candela - C.U.F. - Dzam - Flash - 100% collègues - Ecole Music'Halle - Felix la Putaragne - Future Moderne - Katz - Latchodrom - Jean Marc leclerc v Los libertarios - Le Bijou - Le Birini - Pitchkepo - Gilbert Lafaille - Eric Lareine - la rouquine du premier - Les trois petits cochons - Maqit - Motives - Solange Oswald - Piment chaud - Pyramide - Abdu Salim - Tactikollectif - Théâtre 2 L'Acte - Théâtre de la dique - Théâtre Sorano - Tonton salut - Utopia - L'Usine - Ets Katertone - Le Phun - Color y Calor - Les petites d'en face - Les Commandos Percus - Image Publique.

• **Syndicats :** AGET-UNEF - UD CFTD - UD CGT - Fédération Midi Pyrénées - FIDL - FSU - SUD ANPE - SUD éducation - SUD éducation - SUD étudiants - SUD étudiants - SUD PTT - Groupe des 10 - UNEF-ID

• **Mouvements politiques :** AL - IC - ICR - LCR - MJS - PCF - PS - UEC - Les Verts

APPEL A TEMOIGNAGES

Le 5 Mars 1998, la manifestation contre la venue de Le Pen qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de participants, a été violemment chargée par les forces de police.

Ces violences se sont poursuivies en différents lieux jusque tard dans la nuit.

Des policiers en civil, sans signe distinctif, y ont largement participé.

Une commission d'enquête composée d'avocats et de citoyens a été mise en place afin de recueillir des témoignages de ces événements.

Ces témoignages devront indiquer par écrit les faits, heure et lieux. Leur contenu pourra être utilisé dans le rapport que publiera la commission d'enquête.

Des plaintes pour violences policières pourront être ultérieurement déposées.

POUR CONTACT TELEPHONIQUE :

FSU / SNUIPP : 05 61 43 60 62 ou 05 61 43 60 60

Ras l'front : 05 61 16 60 08 (laisser message sur le répondeur)

POUR ADRESSER LES TEMOIGNAGES ECRITS :

Ligue des Droits de l'Homme
57 route d'Espagne « La Palombière »
31100 Toulouse
Fax 05 61 49 42 31

PETITION

pour l'arrêt des poursuites contre les personnes
interpellées lors de la manifestation du 5 mars.

Les sous-signés dénoncent l'attitude de la préfecture et la violence des forces de police,
tant en tenue qu'en civil, lors de la manifestation organisée contre la venue de JM Le Pen
à Toulouse.

Nous demandons la relaxe des personnes interpellées et l'arrêt de toute poursuite.

Nom, Prénom	adresse	Signature

Collectif Unitaire contre la venue de Le Pen, Manif du 5 mars 98
A renvoyer à: FSU, 3 chemin du Pigeonnier, Bat C - 31100 TOULOUSE

Toulouse 12-03-1998

Monsieur le Préfet de la Haute Garonne.

Nous tenons à porter à votre connaissance les faits suivants. A l'appel de plus de 80 organisations, 30 000 personnes ont défilé dans les rues de Toulouse le 5 mars. Cette manifestation constitue un immense succès populaire. De ce point de vue, elle a correspondu aux souhaits du collectif unitaire d'organisation par son caractère massif, déterminé et festif. Malheureusement des incidents ont entaché son déroulement place du Fer à Cheval, et des violences policières s'en sont suivi jusqu'à tard dans la soirée.

Nous considérons que ces incidents sont la conséquence du non respect de vos engagements.

En effet le collectif unitaire a tenu à vous rencontrer avant la manifestation. Cette entrevue a eu lieu le 27 février en présence de votre Directeur de cabinet accompagné de responsables de la police. Il nous a été alors affirmé que le dispositif policier serait disposé de façon à éviter tout contact avec les manifestants(barriérage à l'entrée du pont, forces de l'ordre derrière des camions munis de grilles, et hors de portée de tous projectiles). Un contact permanent sur le terrain entre vos services et la direction de manifestation clairement identifiée, devait permettre de gérer les difficultés éventuelles. Nous avons indiqué notre volonté de manifester du Capitole au Cours Dillon et d'y tenir une animation pendant une partie de la soirée sans que cela ne soulève d'objections de votre part

Or les faits se sont déroulés très différemment. Le commissaire LACOMBE, non présent à la réunion du 27 février, et le PC de la manifestation nous ont affirmé clairement, alors que nous traversions le Pont Neuf, que le dispositif était bien celui prévu. Information qui nous amenait à ne pas modifier notre propre dispositif de sécurité. En fait les CRS étaient massés derrière des barrières et à portée du moindre projectile. Nous regrettons qu'à partir de ce moment là vous ayez rompu tous contacts avec la direction de la manifestation.

Les violences qui ont suivi, comme l'ont montré clairement les images TV, sont disproportionnées avec le caractère pacifique de la manifestation. Celle -ci a été volontairement coupée en deux par une charge de CRS venant de l'avenue de Muret. Alors que selon vos engagements, il ne devait pas y avoir de force de l'ordre à cet endroit. Dès lors la question est posée de savoir si l'on peut manifester à Toulouse sans crainte de violences policières.

«Les casques blancs» (avocats, personnalités...) que nous avons mis en place recueillent actuellement des témoignages sur les exactions policières, qui se sont poursuivies tard dans la nuit: au Cours Dillon, à Esquirol notamment. De nombreux témoignages concordent sur le harcèlement des policiers en civil à l'encontre de personnes isolées sur un périmètre important autour du lieu de la manifestation

Au nom du collectif unitaire nous demandons:

des explications sur le non respect des engagements pris par la préfecture,
l'arrêt des poursuites envers les 18 manifestants interpellés

Nous transmettons une copie de cette lettre au Ministère de l'intérieur.

